

lesquelles se trouvent ces industries, par rapport à l'état de prospérité et d'avancement dont jouissent celles de l'empire allemand (1). »

Cette raison est si forte que le « Club industriel » et l'« Union des industriels autrichiens » se sont très nettement prononcés contre le *Zollverein* (2).

En définitive, si l'on veut résumer ces divers points de vue, on peut dire que l'Autriche se trouve amenée aujourd'hui à repousser le projet d'union douanière, pour les mêmes motifs qui ont décidé le gouvernement prussien à laisser tomber, en 1850, les avances de la cour de Vienne.

Une considération économique générale se superpose donc aux considérations politiques particulières et renforce puissamment les raisons concordantes que les peuples slaves et les Allemands de Cisleithanie ont de vivre fédérés ensemble, au sein d'un même État, gouverné par la maison des Habsbourg.

*C'est cet ensemble qui permet de conclure : l'Autriche a en elle-même des sources de réelle vitalité ; l'évolution naturelle des choses ne tend pas à sa dissolution ; son démembrement ne saurait résulter que d'un coup de force extérieur.*

Le devoir du gouvernement de Vienne découle de ces constatations ; en arrêtant résolument la propagande prussophile et en se refusant à toute union douanière avec l'empire allemand, il assurera son avenir et rendra impossible le seul véritable danger qui le menace.

(1) « Vom allgemein industriellen Standpunkte muss ich noch konstatieren, dass eine Zollunion mit Deutschland für viele Industrien Oesterreichs ausserordentlich gefährlich wäre. Die Hauptgründe liegen in unseren gegenüber der deutschen Industriefreundlichkeit und Industrieförderung entschieden zurückgebliebenen Zuständen. » *Alldeutsche Blätter*, 1900, p. 280.

(2) « Einen der Zollunion sehr feindseligen Standpunkt nehmen der « Industriellen-Klub » und der Bund österreichischer Industriellen ein... » *Idem.*